

Partout sur le terrain pour faire connaître le projet de François Hollande



Tractage à Paris le 9 février 2012

N° 641
DU 11 AU 17 FÉVRIER 2012

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Marie-Emmanuelle Assidon
RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte Collonge (76 58) • **PHOTO** Philippe Grangeaud (76 00) Mathieu Delmestre • **AFP** • **MAQUETTE** Florent Chagnon (79 44) • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé
• **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 0114P11223
• **ISSN** 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 27 500 exemplaires

L'AGENDA

15 février

► Événement
Grand meeting de François Hollande à Rouen

1^{er} mars

► Rendez-vous
Grand meeting de François Hollande à Lyon

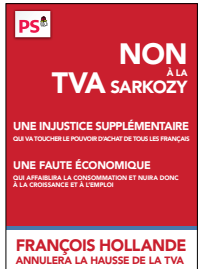
3 mars

► Meeting
Grand rassemblement des élu-e-s à Dijon



5 millions

C'est le nombre de tracts imprimés par le parti dénonçant les conséquences de la TVA Sarkozy sur le porte-monnaie des Français et présentant les propositions de François Hollande pour améliorer leur pouvoir d'achat.



REPORTAGE À REIMS

« Première supportrice »



« Nous sommes tous ambassadeurs du projet de notre candidat François Hollande ». L'objectif est clairement tendu vers le 6 mai. Après Gandrange, où Martine Aubry s'était rendue en compagnie de François Hollande, la Première secrétaire a poursuivi, à Reims, sa campagne en faveur du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Accompagnée d'Adeline Hazan, maire de la ville, de Jean-Paul Bachy, président de la Région et des candidats aux élections législatives, Martine Aubry a redit l'importance de faire campagne sur le terrain pour « aller vers ceux qui seraient hésitants ou résignés, et leur dire qu'il y a un chemin pour redresser la France dans la justice ». « L'essentiel pour nous, a-t-elle défini, est d'être entendus

par les Français quelles que soient les provocations de la droite pour nous empêcher de leur montrer qu'il y a un autre avenir pour notre pays. » Direction le quartier Wilson, un quartier populaire de la ville, pour une rencontre avec les habitants durant laquelle la Première secrétaire a détaillé les principaux engagements pour la France de François Hollande et répondu aux interrogations de chacun sur la sécurité, l'avenir des jeunes ou la politique de santé. « Quand on regarde notre pays, on se dit qu'il va bien mal, quand on voit ce que l'on a réussi à faire à Reims, on se dit qu'il a quand même beaucoup d'atouts. La France a été abandonnée dans ses atouts car l'objectif de la droite était de servir une certaine clientèle et de tout lâcher pour la finance. Nous disons qu'il faut changer les choses pour le progrès. Austérité et précarité, voilà le programme de Sarkozy. François Hollande montre, lui, que la politique a un sens, qu'une autre voie est possible. » Les atouts de la France résident notamment dans son tissu industriel bien

maillé de PME. Le pacte productif et la défense des PME figurent d'ailleurs en bonne place dans les engagements de François Hollande. Pour le défendre, le déplacement comportait la visite de l'usine Cello-Plastic. Avec près de 90 salariés, cette entreprise familiale qui fabrique plus de 300 millions de sacs plastique par an a connu des difficultés financières importantes qui ont failli la rayer de la carte industrielle de la Région. Soutenue par la mairie et par la région, elle a finalement réussi à se maintenir, sans avoir recours au chômage partiel, sans licencier un seul de ses salariés... et en gardant son carnet de commandes bien rempli. « Je suis convaincue que notre pays peut redevenir un grand pays industriel, a commenté Martine Aubry, nous n'en serions pas là si l'État était venu aux côtés des collectivités territoriales et des régions » a-t-elle conclu, dans le brouhaha des machines, au milieu des ouvriers et dans les odeurs de pétrole. Sur le terrain donc.

MEETING DE MARSEILLE

« Lever une espérance »

Pour son premier grand déplacement de soutien à François Hollande, Ségolène Royal a choisi les quartiers populaires du centre et du nord de Marseille, mardi 7 février. « Je suis venue lever une espérance », a-t-elle lancé aux commerçants et aux habitants. Elle a développé les engagements du candidat socialiste en matière d'éducation, en particulier dans les quartiers sensibles. « Là où les parents n'ont pas forcément eu le bagage scolaire qui leur permet de pousser leurs enfants vers les études supérieures, il faut trouver des modèles de réussite scolaire qui vont donner aux élèves l'envie de faire des efforts, de trouver leur chemin, de se dire "pourquoi pas

moi?" », a-t-elle expliqué. Évoquant le bilan de la droite : « abandon du plan Marshall pour les banlieues promis par le candidat sortant », « dégradation de l'école », situation de l'emploi, la présidente de la région Poitou-Charentes y a opposé « les promesses (qui elles) seront tenues » du candidat socialiste à la présidence de la République. Emploi, éducation, « nous devons réparer tout ce qu'ils (la droite au pouvoir) ont détruit », a-t-elle fustigé le soir en meeting. « Redresser la France c'est dire non à cette société de toutes les peurs, c'est améliorer la vie de tous les jours », a-t-elle souligné, à l'unisson des engagements de François Hollande. « Les banlieues

ne doivent pas être traitées comme un problème, mais comme une partie de la solution du redressement de la France », a affirmé Ségolène Royal avant de s'adresser directement aux jeunes : « Prenez-vous en mains, sans vous la France ne peut pas réussir, on ne peut pas réussir. »



L'info en continu

Vincent Peillon, responsable du pôle éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche

Jean-Yves Le Déaut, responsable de l'enseignement supérieur et de la recherche
3|02|12

Investissements d'avenir

« Les résultats de la deuxième vague d'Initiatives d'excellence ont été annoncés par le Premier ministre. L'objectif du Grand emprunt partait d'une intention louable : il était sans aucun doute opportun, afin d'initier une sortie de crise, de faire le choix de la connaissance en soutenant nos laboratoires de recherche. À ce titre, nous demandons à l'État d'accélérer le versement des crédits promis qui n'a pris que trop de retard. »

Pierre Moscovici, directeur de campagne de François Hollande
3|02|12

Politiques européennes

« Le gouvernement, par la voix du ministre en charge des Affaires européennes, a cru devoir mettre en cause la légitimité de la demande de renégociation du traité budgétaire européen formulée par François Hollande. Ce faisant, c'est la liberté du peuple français de s'exprimer sur l'avenir des politiques européennes que la droite française et le gouvernement mettent en cause. Les Européens attendent une nouvelle dynamique européenne. La réorientation que nous demandons est conforme à leurs attentes. »



Pour une politique de sécurité incarnée

En déplacement à Dijon, François Hollande a préconisé une politique de lutte contre la délinquance des mineurs fondée sur un « juste équilibre » entre sanction et prévention. Entouré de François Rebsamen, responsable du pôle sécurité de la campagne et Sénateur-maire de la ville, d'André Vallini, responsable du pôle justice et de Bruno Le Roux, porte-parole, il a visité l'Unité éducative d'activités de jour (UEAJ) de la ville au sein du service territorial éducatif de milieu ouvert et d'insertion. Il s'est ensuite entretenu avec l'équipe d'encadrement et avec des jeunes de l'établissement. Il a rappelé les engagements pris dans son projet à savoir le « doublement des centres éducatifs fermés » (CEF), afin de porter leur nombre à 80 à l'issue du quinquennat, ainsi que le renforcement des moyens des centres d'éducation renforcée et des autres établissements de placement éducatif.

« Je fais de la sécurité un enjeu au quotidien. Il n'y a pas besoin d'ouvrir des polémiques, de faire des phrases, de créer de la tension sur cette question de

l'insécurité », a-t-il déclaré. Le candidat socialiste a exprimé le besoin d'« un contrat clair entre l'État et les collectivités locales » pour assurer une politique de prévention à l'égard des jeunes. Lors de la visite du Centre de supervision urbain (CSU), François Hollande a pu découvrir le système de vidéo protection de Dijon, avant d'assister à une réunion du Comité de prévention de sécurité du quartier des Grésilles. À cette occasion, il a estimé que « les techniques sont toujours utiles quand elles permettent de donner plus de sécurité à nos concitoyens en prévenant un certain nombre d'actes. Mais une politique de vidéosurveillance ne peut pas se substituer à une politique de sécurité fondée sur la présence humaine. »



Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande 5/02/12

Claude Guéant
« Avec ses propos sur l'inégalité entre les civilisations, Claude Guéant opère une synthèse politique parfaitement cohérente entre les discours de Dakar et de Grenoble, et assume désormais une pensée qui établit une hiérarchie de valeurs entre les hommes, selon qu'ils appartiennent à telle ou telle civilisation. Il est urgent que ces propos soient désavoués par celles et ceux qui, à droite, estiment encore que le débat d'idées dans la campagne présidentielle doit rester dans le champ républicain. »

ENGAGEMENT



Christophe Robert, délégué général de la Fondation et François Hollande

La Fondation Abbé Pierre présentait son 17^e rapport sur l'état du mal-logement en France mercredi 1^{er} février. François Hollande a répondu à son appel et signé le « Contrat social pour une nouvelle politique du logement ». L'occasion pour lui de rappeler ses engagements en la matière inscrits dans le projet comme l'encadrement des loyers, la construction de 2,5 millions de logements dont 150 000 logements sociaux (grâce au doublement du plafond du livret A), le renforcement de la loi SRU, la mise à disposition des terrains de l'État.

Bruno Julliard, pôle Education de l'équipe de campagne de François Hollande

Yannick Trigrance, pôle Education de l'équipe de campagne de François Hollande 8/02/12

Réforme enseignement
« Dans son rapport, la Cour des comptes est formelle : la réforme de la formation des enseignants est un désastre. Réforme conduite sans réflexion pédagogique, concours trop tardifs, conduisant à des échecs massifs et, surtout, absence totale de formation pratique sont à juste titre pointés du doigt par les rapporteurs. À force d'improvisation et de cynisme, le gouvernement n'aura réussi finalement qu'une seule chose : creuser plus encore la dette éducative de notre pays. Avec François Hollande, nous referons de la formation des enseignants et de la revalorisation de ce métier nos priorités pour redonner de la valeur à ce métier. »

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

Au Parlement européen

Petroplus
Parallèlement aux démarches entreprises au plan local et national, l'eurodéputée Estelle Grelier tente depuis plusieurs mois, de pérenniser l'activité de la raffinerie de Petit-Couronne et de ses 550 employés. « Face à l'urgence, il faut garantir aux potentiels repreneurs de Petroplus que leur activité est essentielle pour l'approvisionnement européen, et que la puissance publique européenne est attachée à l'avenir de ce secteur sur son territoire », a-t-elle estimé. À son initiative, quatre députés socialistes ont constitué un groupe

au sein du Parlement européen. Les euro circonscriptions qu'ils représentent ont en commun d'abriter des raffineries de Petroplus menacées de fermeture : Richard Howitt, pour Coryton au Royaume-Uni, Kathleen Van Brempt, pour Anvers en Belgique, Wolfgang Kreissl-Dörfler, pour Ingolstadt en Allemagne et Estelle Grelier, pour Petit-Couronne en France, ont uni leurs efforts pour faire pression sur la Commission.

Violences faites aux femmes

Les socialistes français ont apporté tout leur soutien au rapport sur le programme DAPHNE III d'action communautaire pluriannuel prévoyant des mesures préventives visant à lutter contre la violence

envers les enfants, les jeunes gens et les femmes. À cette occasion, ils ont également alerté la Commission européenne contre toute tentative de fragiliser ce programme. « Étant donné l'importance et la popularité de ce programme, l'avenir de son financement ne doit en aucun cas être compromis », a souligné Sylvie Guillaume, rapporteure fictive pour le Groupe socialiste. L'eurodéputée a également mis l'accent sur la nécessité de renforcer le financement de projets de prévention et d'éducation visant à lutter contre les stéréotypes dès le plus jeune âge.

SARKOZY EN CHIFFRES

L'éducation sacrifiée

« Je suis venu vous proposer que l'école de vos enfants incarne un espoir pour chaque famille et une envie pour chaque enseignant. » **Nicolas Sarkozy** — Discours d'Angers, 1^{er} décembre 2006

DÉGRADATION DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

BUDGET

23 %
du budget de l'État
était alloué
à l'éducation
en 2002

21 %
du budget de l'État
était alloué
à l'éducation
en 2011



SUPPRESSIONS DE POSTES EN CINQ ANS

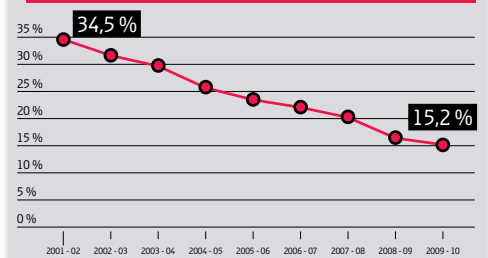
80 000

postes dans l'Éducation nationale **SUPPRIMÉS**

1/3

des effectifs du réseau
d'aide aux élèves en difficultés **SUPPRIMÉ**

ÉVOLUTION DU TAUX DE SCOLARISATION À 2 ANS



RÉSULTATS EN CHUTE LIBRE

EN FIN DE CM2



15 %
des élèves sont
en échec scolaire



25,8 %
des élèves ont des
acquis fragiles ou
insuffisants en français



30,2 %
des élèves ont des
acquis fragiles ou
insuffisants en maths

À 15 ANS



20 %
des élèves ne maîtrisent
pas les compétences
de base en lecture
à l'issue de la scolarité
obligatoire

CLASSEMENT INTERNATIONAL

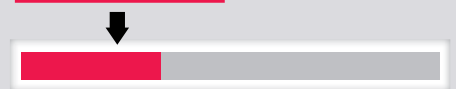
- 5 PLACES
dans le classement PISA
(système éducatif des pays de l'OCDE)

- 5** places en lecture depuis 2003
- 12** places en sciences depuis 2003
- 4** places en maths depuis 2003

OBTENTION DU BAC



1/3
d'une classe d'âge
obtient le bac général



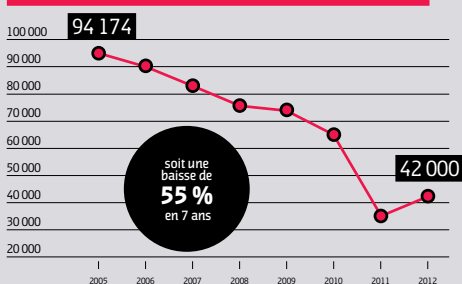
18 %
des élèves issus
d'un milieu social
défavorisé
obtiennent
un baccalauréat
général



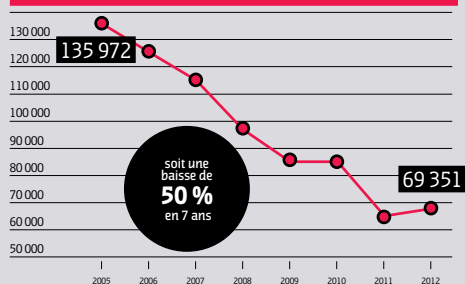
78 %
des élèves issus
d'un milieu social
favorisé
obtiennent
un baccalauréat
général

LES ENSEIGNANTS LÂCHÉS

CANDIDATS AU CONCOURS DANS LE PRIMAIRE



CANDIDATS AU CONCOURS DANS LE SECONDAIRE



DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

14 %
des enseignants se déclarent
en situation d'épuisement professionnel

24 %
des enseignants se déclarent
en état de tension au travail

